



La CGT continue son combat contre la réforme de l'Audiovisuel Public

Les gouvernements se succèdent mais l'intention de réformer l'Audiovisuel Public reste toujours une priorité pour le pouvoir exécutif. Lors de sa déclaration de politique générale, le Premier ministre a tenu à préciser que « **la réforme de l'Audiovisuel Public devra être conduite à son terme** ».

Une proposition de loi concernant la création d'une holding nommée **France Médias** aurait dû être examinée l'année dernière avant d'être interrompue, dans un premier temps, par la dissolution de l'Assemblée nationale puis, dans un second temps, par la censure du gouvernement Barnier.

Voulue de longue date par l'actuel président, pour qui l'Audiovisuel Public est « **une honte** » (déclaration de 2017), cette réforme est défendue par une ministre de la Culture toujours en poste qui n'a pas hésité à affirmer devant le Parlement que les organisations syndicales soutenaient le projet de direction commune.

Une **affirmation mensongère**, à l'image du parcours politique de la concernée, pour un projet qui ne vise qu'à réaliser des économies supplémentaires en menaçant l'emploi dans ce secteur et l'indépendance de ses missions pourtant essentielles pour le public.

Avec ce projet de réforme se joue également l'avenir de **France Médias Monde** dont les spécificités internationales et multilingues peinent à être comprises par la représentation nationale. Et pourtant, dans un contexte de multiplication des conflits internationaux, d'accroissement des infox et d'atteintes à la liberté d'informer, **FMM reste un acteur indispensable** qui ne doit surtout pas céder du terrain face à des concurrents dont les moyens sont largement supérieurs aux nôtres.

La CGT, avec les salarié-es des différentes entreprises qui se sont déjà mobilisé-es, continuera son combat contre cette réforme. C'est bien d'un Audiovisuel Public, fort, financé et protégé dont ont besoin les citoyens et que défendront sans relâche les syndicats CGT de ces entreprises.